

61853/2V

Avant-projet d'ordonnance portant assentiment à l'Accord de coopération du 1er décembre 2016 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone dans le cadre de la transposition de la Directive 2014/61/UE

Vu l'avis n° XXX du Conseil d'Etat donné le XXX

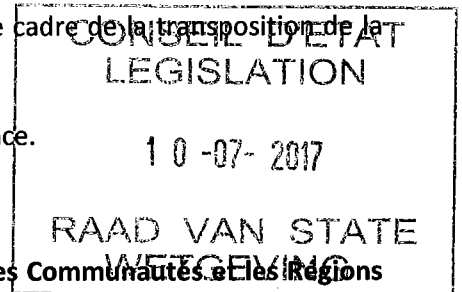
Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. La présente ordonnance transpose partiellement la directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit.

Art. 3. Assentiment est donné à l'Accord de coopération du 1^{er} décembre 2016 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone dans le cadre de la transposition de la Directive 2014/61/UE.

Art. 4 Cet accord de coopération est annexé à la présente ordonnance.



Accord de coopération du 1^{er} décembre 2016 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions dans le cadre de la transposition de la Directive 2014/61/UE

Vu la Constitution, les articles 39, 127, 130 et 134;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les articles 4, 6°; 6, § 1^{er}, VII et X et 92bis, §§ 1^{er} et 5 ;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, les articles 4, § 1^{er}, et 55bis;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, les articles 4 et 42;

Vu la directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit;

L'Etat fédéral représenté par M. Michel, Premier Ministre, M. De Croo, Vice-Premier Ministre et Ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, M. Reynders, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales, M. Bellot, Ministre de la Mobilité, chargé de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer belges et M. De Backer, Secrétaire d'Etat d'Etat à la Lutte contre la fraude sociale, à la Protection de la vie privée et à la Mer du Nord, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

La Région flamande et la Communauté flamande représentées par le Gouvernement flamand, en la personne de M. Bourgeois, Ministre-Président et Ministre de la Politique extérieure et du Patrimoine immobilier, Mme Homans, Vice-Ministre-Présidente et Ministre de l'Administration intérieure, de l'intégration civique, du Logement, de l'Egalité des chances et de la Lutte contre la pauvreté, M. Weyts, Ministre de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande de Bruxelles, du Tourisme et du Bien-être des animaux, Mme Schauvliege, Ministre de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture et M. Gatz, Ministre de la Culture, des Médias, de la Jeunesse et des Affaires bruxelloises,

La Région wallonne représentée par le Gouvernement wallon, en la personne de M. Magnette, Ministre-Président, M. Prévot, Vice-Président et Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, M. Marcourt, Vice-Président et Ministre de l'Economie, de l'industrie, de l'innovation et du Numérique et M. Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

La Région de Bruxelles-Capitale représentée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en la personne de M. Vervoort, Ministre-Président chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme et du Port de Bruxelles, M. Smet, Ministre chargé de la Mobilité et des Travaux publics et Mme Debaets, Secrétaire d'Etat chargée de la Coopération au Développement, de la Sécurité routière, de la Transition numérique, de l'Egalité des Chances et du Bien-être animal,

La Communauté française représentée par le Gouvernement de la Communauté française, en la personne de M. Demotte, Ministre-Président, et M. Marcourt, Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,

La Communauté germanophone représentée par le Gouvernement de la Communauté germanophone, en la personne de M. Paasch, Ministre-Président, et Mme Weykmans, Vice-Ministre-Présidente et Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme,

ont convenu de soumettre le présent texte à l'approbation de la Chambre des représentants fédérale et des Parlements des Régions et des Communautés :

Article 1er. Le présent accord de coopération fixe, en vue de transposer partiellement la directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit, les modalités de coopération entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone.

Art. 2. Dans le cadre du présent accord de coopération, on entend par:

1° «opérateur de réseau»: une entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux de communications électroniques publics, ainsi qu'une entreprise qui met à disposition une infrastructure physique destinée à fournir:

a) un service de production, de transport ou de distribution de :

- i) gaz;
- ii) électricité, y compris pour l'éclairage public;
- iii) service de chauffage;
- iv) eau, y compris l'évacuation ou le traitement et l'assainissement des eaux usées, et les systèmes d'égouts;

b) des services de transport, y compris les voies ferrées, les routes, les ports et les aéroports;

2° «opérateur de communications électroniques» : une entreprise fournissant ou autorisée à fournir un réseau de communications électroniques à haut débit public;

3° «travaux de génie civil»: le résultat d'un ensemble de travaux de bâtiment ou de génie civil, destiné à remplir par lui-même une fonction économique ou technique et qui comporte un ou plusieurs éléments d'une infrastructure physique;

4° «infra structure physique»: tout élément d'un réseau quelconque qui peut accueillir un élément d'un réseau de communications électroniques à haut débit sans devenir lui-même un élément actif de ce réseau, tels que les conduites, pylônes, gaines, chambres de tirage et regards, trous de visite, boîtiers, immeubles ou accès à des immeubles, installations liées aux antennes, tours et poteaux; les câbles, y compris la fibre noire, ainsi que les éléments de réseaux utilisés pour la fourniture des eaux destinées à la consommation humaine, telles qu'elles sont définies à l'article 2, point 1, de la directive 98/83/CE ne sont pas des infrastructures physiques au sens du présent accord de coopération ;

5° « réseau de communications électroniques à haut débit » : un réseau de communications électroniques pouvant fournir des services d'accès au haut débit à une vitesse supérieure ou égale à 30 Mbit/s.

Art. 3. La Conférence interministérielle «Mobilité, Infrastructure et Télécoms » a pour mission d'organiser de manière concertée, dans le respect des compétences de chacun et selon les modalités et procédures fixées en Comité de Concertation, la consultation mutuelle relative aux initiatives respectives concernant la rédaction d'un projet de législation ou de réglementation sur les exigences relatives aux travaux de génie civil imposées aux opérateurs de réseau.

Art. 4. Un organe de règlement des litiges en matière d'infrastructures de réseaux (ci-après dénommé« l'ORL »)est institué et est composé de:

1° trois membres du Conseil de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après dénommé« l'IBPT »);

2° un membre du Vlaamse Regulator voor de Media (Communauté flamande);

3° un membre du Conseil supérieur de l'Audiovisuel (Communauté française);

4° un membre du Medienrat (Communauté germanophone);

5° deux membres désignés par le Gouvernement flamand ;

6° deux membres désignés par le Gouvernement de la Région wallonne;

7° deux membres désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, dont un néerlandophone et un francophone.

Chaque année, à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du présent accord de coopération, les membres de l'ORL désignent un président parmi eux. Un tour de rôle entre les sept entités sera respecté.

L'IBPT en assume le secrétariat.

Les frais de fonctionnement de l'ORL sont à charge de l'IBPT.

Art. 5. § 1er. L'ORL a la personnalité juridique et fixe son règlement d'ordre intérieur. Le règlement d'ordre intérieur de l'ORL n'entre en vigueur qu'après approbation du Comité de concertation sur proposition de la Conférence interministérielle « Mobilité, Infrastructure et Télécoms ».

§ 2. Dans le cadre de l'exercice des compétences qui leur sont dévolues, les organes de règlement de litiges institués par les entités fédérées sont compétents, en vertu des décrets, des ordonnances et des autres dispositions réglementaires en vigueur pour connaître :

1° de tous les litiges liés à la coordination et à l'information des travaux de génie civil appartenant au domaine public localisés sur le territoire d'une seule entité fédérée;

2° de tous les litiges concernant les droits et obligations des opérateurs de réseau découlant de l'application du cadre juridique spécifique à une entité fédérée.

En fonction de l'objet du litige, et notamment quand il concerne un opérateur de communications électroniques, l'organe institué au niveau des entités fédérées peut décider de renvoyer le litige vers l'ORL.

§ 3. Dans le respect de l'accord de coopération du 17 novembre 2006 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif à la consultation mutuelle lors de l'élaboration d'une législation en matière de réseaux de communications électroniques, lors de l'échange d'informations ou lors de l'exercice des compétences en matière de réseaux de communications électroniques par les autorités de régularisation en charge des télécommunications ou de la radiodiffusion et la télévision, l'accès aux infrastructures physiques d'opérateurs de communications électroniques ne peut être accordé, par les communautés ou l'Etat fédéral, qu'au bénéfice d'autres opérateurs de communications électroniques.

§ 4. Sous réserve des § 2 et § 3, l'ORL statue dans les cas prévus par les lois, les décrets et les ordonnances des autorités compétentes (régions, communautés, autorité fédérale) dans le cadre de la directive 2014/61/UE, à savoir en cas:

1° de refus d'un opérateur de réseau de permettre l'accès à des infrastructures physiques existantes en vue du déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit ou si aucun accord n'a été trouvé sur les modalités et conditions spécifiques y compris le prix;

2° de litige concernant les droits et obligations des opérateurs de réseau en matière d'informations minimales relatives aux infrastructures physiques existantes dans la zone dans laquelle un déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit sera envisagé;

3° de litige relatif à la coordination des travaux de génie civil en vue du déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit;

4° de litige soulevé concernant les droits et obligations des opérateurs de réseau en matière d'informations minimales relatives aux travaux de génie civil en cours ou prévus dans la zone dans laquelle un déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit sera envisagé.

Les 1° et 2° de l'alinéa précédent ne sont pas d'application lorsque les litiges qui y sont visés concernent uniquement des opérateurs de communications électroniques.

Art. 6. Les demandes introduites auprès de l'ORL sont traitées par un Collège d'experts.

Un des experts est désigné par l'IBPT.

Deux experts sont désignés par le Gouvernement régional, ou son délégué, de la Région sur le territoire de laquelle le litige faisant l'objet de la demande peut être localisé.

Si l'objet du litige sur lequel porte la demande ne peut être circonscrit au territoire d'une seule Région, chaque Gouvernement régional, ou son délégué, de la Région sur le territoire de laquelle le litige est localisé désigne un expert.

Si l'objet du litige sur lequel porte la demande a trait à des compétences exclusivement fédérales, un expert supplémentaire est désigné par la Gouvernement fédéral.

Le règlement d'ordre intérieur de l'ORL prévoit le délai dans lequel le Collège d'experts rend son avis.

Art. 7. Sur proposition du Collège d'experts, d'une des parties ou de sa propre initiative, le Président de l'ORL peut mettre en demeure tout opérateur de réseau de fournir toute information utile ou de contribuer adéquatement à l'exercice des missions de l'ORL, de l'accord d'au moins un des deux membres désignés respectivement par l'entité qui vient d'exercer la présidence et par celle qui l'exercera l'année suivante. À défaut d'obtempérer dans les délais fixés, après avoir été entendu, l'opérateur de réseau concerné peut se voir infliger une amende administrative au plafond maximal de 25.000€ au profit de l' IBPT. Cette décision est motivée et publiée sur le site Internet de IBPT.

Art. 8. § 1er. L'ORL recherche le consensus. Faute de consensus en son sein, l'ORL rend, à la majorité des deux tiers de ses membres présents, une décision dans les plus brefs délais et, en tout état de cause, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la demande complète.

Lorsque le litige porte sur l'accès à des infrastructures physiques existantes, le délai visé à l'alinéa précédent est porté à 4 mois.

Les délais visés aux deux alinéas précédents peuvent être dépassés en cas de circonstances exceptionnelles, admises comme telles par au moins deux tiers des membres de l'ORL présents.

L'ORL confirme à la personne ayant introduit la plainte le caractère complet de sa demande ou, à défaut, l'informe des éléments manquants.

Lorsque le litige porte sur l'accès à des infrastructures physiques existantes ou sur la coordination de travaux de génie civil, l'ORL peut prendre une décision fixant des modalités et conditions équitables et raisonnables, dont le prix.

Lorsqu'il fixe le prix de l'accès à une infrastructure physique, l'ORL prend en compte la nécessité pour le fournisseur d'accès de pouvoir équitablement récupérer ses coûts. L'ORL prend également en compte l'incidence de l'accès demandé sur le plan d'affaires du fournisseur d'accès, y compris les investissements réalisés par l'opérateur du réseau auquel l'accès est demandé.

§ 2. Pour que l'ORL puisse délibérer et statuer valablement, deux tiers de ses membres doivent être présents, dont au moins un de ceux désignés par le Gouvernement de la Région ou des Régions où le litige est localisé.

En cas d'insuffisance de membres pour délibérer valablement, le règlement d'ordre intérieur doit prévoir que l'ORL peut être convoqué à une nouvelle réunion dans un délai minimum de trois jours ouvrables, à laquelle l'alinéa 1er ne sera plus d'application.

§ 3. La décision de l'ORL est notifiée aux parties dans les quatorze jours ouvrables à compter du lendemain du jour où elle a été prise.

Art. 9. Contre toutes les décisions de l'ORL, un recours en pleine juridiction peut être introduit devant la Cour d'appel de Bruxelles statuant comme en référé, dans les 60 jours suivant la

notification de la décision à toutes les parties concernées par recommandé. La Cour peut remplacer la décision contestée par une nouvelle décision.

L'appel est formé par voie de requête contre l'ORL. La cour d'appel de Bruxelles informe les parties concernées par la décision contestée, de l'existence du recours par recommandé.

Le recours n'est pas suspensif sauf si la cour prononce la suspension de la décision concernée. Pour tous les aspects relatifs à la procédure devant la cour d'appel de Bruxelles, le Code judiciaire est d'application.

Art. 10. Le présent accord de coopération entre en vigueur dix jours après la publication du dernier acte d'assentiment par les parlements compétents.

Fait à Bruxelles, le 1^{er} décembre 2016

Pour l'Etat fédéral :

Le Premier Ministre,
C. MICHEL

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique,
des Télécommunications et de la Poste,
A. DE CROO

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des
Institutions culturelles fédérales,
D. REYNDERS

Le Ministre de la Mobilité, chargé de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer
belges,
F. BELLOT

Le Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la fraude sociale, à la Protection de la vie privée et du Nord,
adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
P. DE BACKER

Pour la Région flamande et la Communauté flamande:

Le Ministre-Président et Ministre de la Politique extérieure et du Patrimoine immobilier,
G. BOURGEOIS

La Vice-Ministre-Présidente et Ministre de l'Administration intérieure, de l'intégration civique, du
Logement, de l'Egalité des chances et de la lutte contre la pauvreté,
Mme L. HOMANS

Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande de Bruxelles, du
Tourisme et du Bien-être des animaux,
B. WEYTS

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture,
Mme J. SCHAUVLEIGE

Le Ministre flamand de la Culture, des Medias, de la Jeunesse et des Affaires bruxelloises,
S. GATZ

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Vice-Président et Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Le Vice-Président et Ministre de l'Economie, de l'industrie, de l'innovation et du Numérique,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et
du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la
Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme et du Port de Bruxelles,
R. VERVOORT

Le Ministre chargé de la Mobilité et des Travaux publics,
P. SMET

La Secrétaire d'Etat chargée de la Coopération au Développement, de la Sécurité routière, de la
Transition numérique, de l'Egalité des Chances et du Bien-être nimal,
Mme B. DEBAETS

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-C. MARCOURT

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président
O. PAASCH

**La Vice-Ministre-Présidente et Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme,
Mme I. WEIKMANS**

15 DEC. 2016



POUR COPIE CONFORME :
POUR LE PREMIER MINISTRE :

E. Van Paemel
E. VAN PAEMEL
DIRECTEUR GÉNÉRAL

Accord de coopération du 1 décembre 2014 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions dans le cadre de transposition de la directive 2014/61/UE

Vu la Constitution, les articles 39, 127, 130 et 134;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les articles 4, 6° ; 6, § 1^{er}, VII et X et 92bis, §§ 1^{er} et 5 ;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, les articles 4, § 1^{er}, et 55bis ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, les articles 4 et 42;

Vu la directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit ;

L'Etat fédéral représenté par M. Michel, Premier Ministre, M. De Croo, Vice-Premier Ministre et Ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda numérique, des Télécommunications et de la Poste, M. Reynders, Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales, M. Bellot, Ministre de la Mobilité, chargé de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer belges et M. De Backer, Secrétaire d'Etat d'Etat à la Lutte contre la fraude sociale, à la Protection de la vie privée et à la Mer du Nord, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,

La Région flamande et la Communauté flamande représentées par le Gouvernement flamand, en la personne de M. Bourgeois, Ministre-Président et Ministre de la Politique extérieure et du Patrimoine immobilier, Mme Homans, Vice-Ministre-Présidente et Ministre de l'Administration intérieure, de l'Intégration civique, du Logement, de l'Egalité des chances et de la Lutte contre la pauvreté, M. Weyts, Ministre de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande de Bruxelles, du Tourisme et du Bien-être des animaux, Mme Schauvliege, Ministre de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture et M. Gatz, Ministre de la Culture, des Médias, de la Jeunesse et des Affaires bruxelloises,

La Région wallonne représentée par le Gouvernement wallon, en la personne de M. Magnette, Ministre-Président, M. Prévot, Vice-Président et Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine, M. Marcourt, Vice-Président et Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique et M. Di Antonio, Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,

La Région de Bruxelles-Capitale représentée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en la personne de M. Vervoort, Ministre-Président chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme et du Port de Bruxelles, M. Smet, Ministre chargé de la Mobilité et des Travaux publics et Mme Debaets, Secrétaire d'Etat chargée de la Coopération au Développement, de la Sécurité routière, de la Transition numérique, de l'Egalité des Chances et du Bien-être animal,

La Communauté française représentée par le Gouvernement de la Communauté française, en la personne de M. Demotte, Ministre-Président, et M. Marcourt, Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,

La Communauté germanophone représentée par le Gouvernement de la Communauté germanophone, en la personne de M. Paasch, Ministre-Président, et Mme Weykmans, Vice-Ministre-Présidente et Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme,

ont convenu de soumettre le présent texte à l'approbation de la Chambre des représentants fédérale et des Parlements des Régions et des Communautés :

Article 1^{er}. Le présent accord de coopération fixe, en vue de transposer partiellement la directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit, les modalités de coopération entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone.

Art. 2. Dans le cadre du présent accord de coopération, on entend par :

1° « opérateur de réseau » : une entreprise fournissant ou autorisée à fournir des réseaux de communications électroniques publics, ainsi qu'une entreprise qui met à disposition une infrastructure physique destinée à fournir :

- a) un service de production, de transport ou de distribution de :
 - i) gaz ;
 - ii) électricité, y compris pour l'éclairage public ;
 - iii) service de chauffage ;
 - iv) eau, y compris l'évacuation ou le traitement et l'assainissement des eaux usées, et les systèmes d'égouts ;
- b) des services de transport, y compris les voies ferrées, les routes, les ports et les aéroports ;

2° « opérateur de communications électroniques » : une entreprise fournissant ou autorisée à fournir un réseau de communications électroniques à haut débit public ;

3° « travaux de génie civil » : le résultat d'un ensemble de travaux de bâtiment ou de génie civil, destiné à remplir par lui-même une fonction économique ou technique et qui comporte un ou plusieurs éléments d'une infrastructure physique ;

4° « infrastructure physique » : tout élément d'un réseau quelconque qui peut accueillir un élément d'un réseau de communications électroniques à haut débit sans devenir lui-même un élément actif de ce réseau, tels que les conduites, pylônes, gaines, chambres de tirage et regards, trous de visite, boîtiers, immeubles ou accès à des immeubles, installations liées aux antennes, tours et poteaux ; les câbles, y compris la fibre noire, ainsi que les éléments de réseaux utilisés pour la fourniture des eaux destinées à la consommation humaine, telles qu'elles sont définies à l'article 2, point 1, de la directive 98/83/CE ne sont pas des infrastructures physiques au sens du présent accord de coopération ;

5° « réseau de communications électroniques à haut débit » : un réseau de communications électroniques pouvant fournir des services d'accès au haut débit à une vitesse supérieure ou égale à 30 Mbit/s.

Art. 3. La Conférence interministérielle « Mobilité, Infrastructure et Télécoms » a pour mission d'organiser de manière concertée, dans le respect des compétences de chacun et selon les

modalités et procédures fixées en Comité de Concertation, la consultation mutuelle relative aux initiatives respectives concernant la rédaction d'un projet de législation ou de réglementation sur les exigences relatives aux travaux de génie civil imposées aux opérateurs de réseau.

Art. 4. Un organe de règlement des litiges en matière d'infrastructures de réseaux (ci-après dénommé « l'ORL ») est institué et est composé de:

1° trois membres du Conseil de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après dénommé « l'IBPT »);

2° un membre du Vlaamse Regulator voor de Media (Communauté flamande);

3° un membre du Conseil supérieur de l'Audiovisuel (Communauté française);

4° un membre du Medienrat (Communauté germanophone);

5° deux membres désignés par le Gouvernement flamand ;

6° deux membres désignés par le Gouvernement de la Région wallonne;

7° deux membres désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, dont un néerlandophone et un francophone.

Chaque année, à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du présent accord de coopération, les membres de l'ORL désignent un président parmi eux. Un tour de rôle entre les sept entités sera respecté.

L'IBPT en assume le secrétariat.

Les frais de fonctionnement de l'ORL sont à charge de l'IBPT.

Art. 5. § 1^{er}. L'ORL a la personnalité juridique et fixe son règlement d'ordre intérieur. Le règlement d'ordre intérieur de l'ORL n'entre en vigueur qu'après approbation du Comité de concertation sur proposition de la Conférence interministérielle « Mobilité, Infrastructure et Télécoms ».

§ 2. Dans le cadre de l'exercice des compétences qui leur sont dévolues, les organes de règlement de litiges institués par les entités fédérées sont compétents, en vertu des décrets, des ordonnances et des autres dispositions réglementaires en vigueur pour connaître :

1° de tous les litiges liés à la coordination et à l'information des travaux de génie civil appartenant au domaine public localisés sur le territoire d'une seule entité fédérée;

2° de tous les litiges concernant les droits et obligations des opérateurs de réseau découlant de l'application du cadre juridique spécifique à une entité fédérée.

En fonction de l'objet du litige, et notamment quand il concerne un opérateur de communications électroniques, l'organe institué au niveau des entités fédérées peut décider de renvoyer le litige vers l'ORL.

§ 3. Dans le respect de l'accord de coopération du 17 novembre 2006 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif à la

consultation mutuelle lors de l'élaboration d'une législation en matière de réseaux de communications électroniques, lors de l'échange d'informations ou lors de l'exercice des compétences en matière de réseaux de communications électroniques par les autorités de régularisation en charge des télécommunications ou de la radiodiffusion et la télévision, l'accès aux infrastructures physiques d'opérateurs de communications électroniques ne peut être accordé, par les communautés ou l'Etat fédéral, qu'au bénéfice d'autres opérateurs de communications électroniques.

§ 4. Sous réserve des § 2 et § 3, l'ORL statue dans les cas prévus par les lois, les décrets et les ordonnances des autorités compétentes (régions, communautés, autorité fédérale) dans le cadre de la directive 2014/61/UE, à savoir en cas:

1° de refus d'un opérateur de réseau de permettre l'accès à des infrastructures physiques existantes en vue du déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit ou si aucun accord n'a été trouvé sur les modalités et conditions spécifiques y compris le prix ;

2° de litige concernant les droits et obligations des opérateurs de réseau en matière d'informations minimales relatives aux infrastructures physiques existantes dans la zone dans laquelle un déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit sera envisagé;

3° de litige relatif à la coordination des travaux de génie civil en vue du déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit;

4° de litige soulevé concernant les droits et obligations des opérateurs de réseau en matière d'informations minimales relatives aux travaux de génie civil en cours ou prévus dans la zone dans laquelle un déploiement d'éléments de réseaux de communications électroniques à haut débit sera envisagé.

Les 1° et 2° de l'alinéa précédent ne sont pas d'application lorsque les litiges qui y sont visés concernent uniquement des opérateurs de communications électroniques.

Art. 6. Les demandes introduites auprès de l'ORL sont traitées par un Collège d'experts.

Un des experts est désigné par l'IBPT.

Deux experts sont désignés par le Gouvernement régional, ou son délégué, de la Région sur le territoire de laquelle le litige faisant l'objet de la demande peut être localisé.

Si l'objet du litige sur lequel porte la demande ne peut être circonscrit au territoire d'une seule Région, chaque Gouvernement régional, ou son délégué, de la Région sur le territoire de laquelle le litige est localisé désigne un expert.

Si l'objet du litige sur lequel porte la demande a trait à des compétences exclusivement fédérales, un expert supplémentaire est désigné par le Gouvernement fédéral.

Le règlement d'ordre intérieur de l'ORL prévoit le délai dans lequel le Collège d'experts rend son avis.

Art. 7. Sur proposition du Collège d'experts, d'une des parties ou de sa propre initiative, le Président de l'ORL peut mettre en demeure tout opérateur de réseau de fournir toute information

utile ou de contribuer adéquatement à l'exercice des missions de l'ORL, de l'accord d'au moins un des deux membres désignés respectivement par l'entité qui vient d'exercer la présidence et par celle qui l'exercera l'année suivante. À défaut d'obtempérer dans les délais fixés, après avoir été entendu, l'opérateur de réseau concerné peut se voir infliger une amende administrative au plafond maximal du 25.000€ au profit de l'IBPT. Cette décision est motivée et publiée sur le site Internet de IBPT.

Art. 8. § 1er. L'ORL recherche le consensus. Faute de consensus en son sein, l'ORL rend, à la majorité des deux tiers de ses membres présents, une décision dans les plus brefs délais et, en tout état de cause, dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de la demande complète.

Lorsque le litige porte sur l'accès à des infrastructures physiques existantes, le délai visé à l'alinéa précédent est porté à 4 mois.

Les délais visés aux deux alinéas précédents peuvent être dépassés en cas de circonstances exceptionnelles, admises comme telles par au moins deux tiers des membres de l'ORL présents.

L'ORL confirme à la personne ayant introduit la plainte le caractère complet de sa demande ou, à défaut, l'informe des éléments manquants.

Lorsque le litige porte sur l'accès à des infrastructures physiques existantes ou sur la coordination de travaux de génie civil, l'ORL peut prendre une décision fixant des modalités et conditions équitables et raisonnables, dont le prix.

Lorsqu'il fixe le prix de l'accès à une infrastructure physique, l'ORL prend en compte la nécessité pour le fournisseur d'accès de pouvoir équitablement récupérer ses coûts. L'ORL prend également en compte l'incidence de l'accès demandé sur le plan d'affaires du fournisseur d'accès, y compris les investissements réalisés par l'opérateur du réseau auquel l'accès est demandé.

§ 2. Pour que l'ORL puisse délibérer et statuer valablement, deux tiers de ses membres doivent être présents, dont au moins un de ceux désignés par le Gouvernement de la Région ou des Régions où le litige est localisé.

En cas d'insuffisance de membres pour délibérer valablement, le règlement d'ordre intérieur doit prévoir que l'ORL peut être convoqué à une nouvelle réunion dans un délai minimum de trois jours ouvrables, à laquelle l'alinéa 1^{er} ne sera plus d'application.

§ 3. La décision de l'ORL est notifiée aux parties dans les quatorze jours ouvrables à compter du lendemain du jour où elle a été prise.

Art. 9. Contre toutes les décisions de l'ORL, un recours en pleine juridiction peut être introduit devant la Cour d'appel de Bruxelles statuant comme en référé, dans les 60 jours suivant la notification de la décision à toutes les parties concernées par recommandé. La Cour peut remplacer la décision contestée par une nouvelle décision.

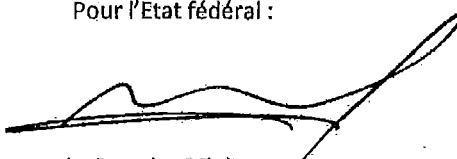
L'appel est formé par voie de requête contre l'ORL. La cour d'appel de Bruxelles informe les parties concernées par la décision contestée, de l'existence du recours par recommandé.

Le recours n'est pas suspensif sauf si la cour prononce la suspension de la décision concernée. Pour tous les aspects relatifs à la procédure devant la cour d'appel de Bruxelles, le Code judiciaire est d'application.

Art. 10. Le présent accord de coopération entre en vigueur dix jours après la publication du dernier acte d'assentiment par les parlements compétents.

Fait à Bruxelles, le 01 DEC. 2016

Pour l'Etat fédéral :



Le Premier Ministre,
C. MICHEL

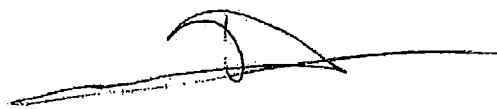


Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Coopération au développement, de l'Agenda
numérique, des Télécommunications et de la Poste,
A. DE CROO



Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et
des Institutions culturelles fédérales,
D. REYNDERS

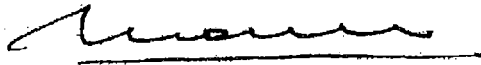
Le Ministre de la Mobilité, chargé de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer
belges,
F. BELLOT



Le Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la fraude sociale, à la Protection de la vie privée et à la Mer
du Nord, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
P. DE BACKER



Pour la Région flamande et la Communauté flamande :

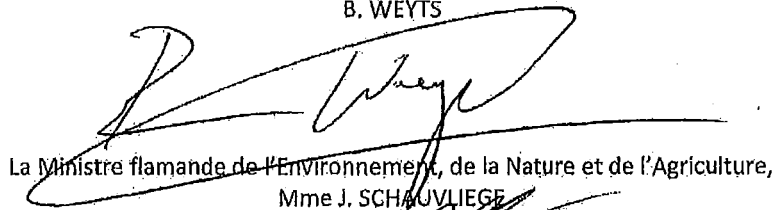


Le Ministre-Président et Ministre de la Politique extérieure et du Patrimoine immobilier,
G. BOURGEOIS

La Vice-Ministre-Présidente et Ministre de l'Administration intérieure, de l'Intégration civique, du
Logement, de l'Égalité des chances et de la Lutte contre la pauvreté,
Mme L. HOMANS



Le Ministre flamand de la Mobilité, des Travaux publics, de la Périphérie flamande de Bruxelles, du
Tourisme et du Bien-être des animaux,
B. WEYTS



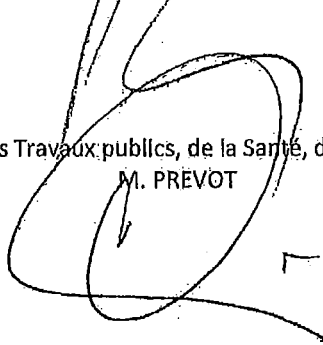
La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture,
Mme J. SCHAUVLIEGE

Le Ministre flamand de la Culture, des Médias, de la Jeunesse et des Affaires bruxelloises,
S. GATZ



Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE



Le Vice-Président et Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PRÉVOT



Le Vice-Président et Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports
et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

Pour la Région de Bruxelles-Capitale.:

Le Ministre-Président chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de
la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme et du Port de Bruxelles,

H. VERVOORT

Le Ministre chargé de la Mobilité et des Travaux publics,
F. SMET

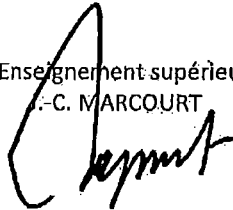
GUY VANHENGEL
Minister-Ministre

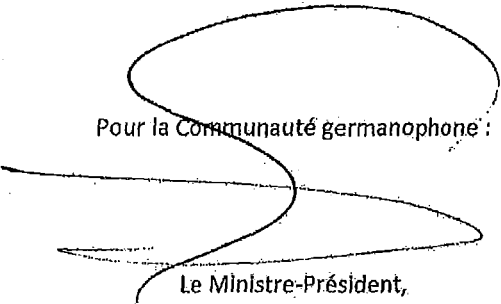
La Secrétaire d'Etat chargée de la Coopération au Développement, de la Sécurité routière, de la
Transition numérique, de l'Egalité des Chances et du Bien-être animal,
Mme B. DEBAETS

Pour la Communauté française.:

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-C. MARCOURT





Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,
O. PAASCH



La Vice-Ministre-Présidente et Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme,
Mme I. WEYKMANS

**Avant-projet d'ordonnance portant assentiment à l'Accord de coopération du 1er décembre 2016
entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la
Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone dans le cadre
de la transposition de la Directive 2014/61/UE**

Exposé des motifs

Exposé général

Ce projet d'ordonnance a pour objectif de porter assentiment à l'accord de coopération conclu le 1er décembre 2016 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone dans le cadre de la transposition de la Directive 2014/61/UE.

Cet accord de coopération vise la transposition partielle de la directive 2014/61/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relative à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit, ci-après « directive « Broadband Cost » ».

Cette directive identifie plusieurs axes pour rendre plus efficace – et donc moins coûteux – le déploiement des réseaux de communications électroniques à haut débit (avec et sans fil):

- accès aux infrastructures physiques existantes ;
- transparence en ce qui concerne les infrastructures physiques ;
- coordination des travaux de génie civil ;
- transparence relative aux travaux de génie civil prévus.

Les infrastructures physiques et les travaux de génie civil envisagés par la directive concernent une multitude de secteurs : gaz, électricité (y compris pour l'éclairage public), eau (y compris l'évacuation ou l'assainissement des eaux usées et les systèmes d'égouts), transport (y compris les voies ferrées, les routes, les ports et les aéroports).

Pour assurer le bon fonctionnement de ces mesures, la directive prévoit la mise en place de deux types d'organismes :

- un ou plusieurs « point(s) d'information unique(s) » ;
- un « organisme national de règlement des litiges », ci-après « ORL »

La transposition de la directive « Broadband Cost » requiert une coordination intersectorielle. Dans le contexte fédéral belge, celle-ci s'accompagne nécessairement d'une coopération institutionnelle entre les différentes composantes de l'Etat :

- le fédéral, qui dispose notamment des pouvoirs résiduels sur la plus grande partie des communications électroniques (télécommunications) ;
- les communautés, qui disposent de la compétence sur les services de médias audiovisuels et sonores, qui font partie intégrante des communications électroniques ;
- les régions, qui exercent des compétences dans bon nombre de secteurs dont les infrastructures physiques sont visées par la directive, p. ex. : gaz, électricité, routes, égouttage, ...
- Par ailleurs, la directive impose également des obligations aux constructeurs d'immeubles en matière d'accessibilité par les fournisseurs de réseaux de communications électroniques à

haut débit. Il s'agit ici d'une matière touchant à l'urbanisme, également de compétence régionale.

La directive à transposer concerne au premier chef les régions. La législation régionale en matière d'autorisation de travaux de génie civil et d'organisation des chantiers constitue le lieu naturel pour assurer cette transposition, à quoi s'ajoutent les dispositions en matière d'urbanisme. Ceci étant, comme on l'a indiqué plus haut, les régions ne sont pas les seules concernées : les réseaux de communications électroniques concernent également l'autorité fédérale et les communautés étant donné qu'il s'agit d'un accessoire de leur compétence en matière de services de médias audiovisuels et sonores. L'Etat fédéral est également concerné par la transposition de l'article 9 de la directive.

Il convient de distinguer l'adaptation des règles matérielles existantes de la mise en place d'un mécanisme procédural concernant le règlement des litiges.

Dans la mise en place d'un mécanisme procédural concernant le règlement des litiges entre opérateurs de différents secteurs, il a été proposé, pour des raisons de cohérence, de sécurité juridique, d'unité de jurisprudence, de créer un organisme unique. Cet organisme est créé par le présent accord de coopération impliquant l'autorité fédérale, les communautés et les régions. En effet, cet organisme sera compétent pour trancher des conflits relatifs à l'accès aux infrastructures, opposant donc des opérateurs actifs dans différents secteurs (communications électroniques, gaz, électricité, eau, etc.) relevant de différentes autorités (autorité fédérale, communautés et régions). Ces trois composantes y seront donc représentées équitablement. Cet organisme doit en outre disposer de compétences techniques et économiques pointues dans les différents secteurs économiques concernés.

Certains éléments de l'accord, tels que les missions de l'ORL et les délais de décision, sont directement issus des prescrits de la directive.

Les projets de réglementation concernant les médias et les télécoms ne relèvent pas du champ d'application de ce nouvel accord de coopération mais uniquement de l'accord de coopération du 17 novembre 2006 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif à la consultation mutuelle lors de l'élaboration d'une législation en matière de réseaux de communications électroniques, lors de l'échange d'informations et lors de l'exercice des compétences en matière de réseaux de communications électroniques par les autorités de régulation en charge des télécommunications ou de la radiodiffusion et la télévision.

Il est important qu'une décision soit rapidement prise afin que la Belgique puisse éviter une amende due à la non transposition ou à la transposition tardive de la directive « Broadband Cost ».

Commentaire des articles de l'ordonnance

Article 1

L'article 1er renvoie aux matières visées à l'article 39 de la Constitution.

Article 2

L'objet de l'accord de coopération correspond au contenu des articles 2.1 à 2.4, 3.4, 3.5, 4.6, 5.3, 5.4, 6.4, 10.1 à 10.3 et 11 de la directive 2014/61/UE.

Article 3

Par cet article, le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale donne assentiment à l'accord de coopération conclu le 1^{er} décembre 2016 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté flamande, la Communauté française et la Communauté germanophone dans le cadre de la transposition de la Directive 2014/61/UE.

Article 4

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

Voorontwerp van ordonnantie houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 1 december 2016 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap met het oog op de omzetting van richtlijn 2014/61/EU.

Gelet op het advies nr. XXXX van de Raad van State, gegeven op XXXX

Het Brussels Hoofdstedelijk Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Deze ordonnantie voorziet in de gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2014/61/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 inzake maatregelen ter verlaging van de kosten van de aanleg van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid.

Art. 3. Het samenwerkingsakkoord van 1 december 2016 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap met het oog op de omzetting van richtlijn 2014/61/EU wordt goedgekeurd.

Art. 4. Dit samenwerkingsakkoord wordt bij deze ordonnantie gevoegd.

Samenwerkingsakkoord van 1 december 2016 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en Gewesten met het oog op de omzetting van richtlijn 2014/61/EU

Gelet op de artikelen 39, 127, 130 en 134 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikelen 4, 6°; 6, § 1, VII en X en 92*bis*, §§ 1 en 5;

Gelet op de artikelen 4, § 1, en 55*bis* van de wet tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse Instellingen, inzonderheid op de artikelen 4 en 42;

Gelet op de richtlijn 2014/61/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 inzake maatregelen ter verlaging van de kosten van de aanleg van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid;

De Federale Staat vertegenwoordigd door Dhr. Michel, Eerste Minister, Dhr. De Croo, Vice-Eerste Minister en Minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecom en Post, Dhr. Reynders, Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse en Europese Zaken, bevoegd voor Beliris en de Federale Culturele Instellingen, Dhr. Bellot, Minister van Mobiliteit, bevoegd voor Belgocontrol en de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en dhr. De Backer, Staatssecretaris voor Bestrijding van de Sociale Fraude, Privacy en de Noordzee, toegevoegd aan de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,

Het Vlaams gewest en de Vlaamse Gemeenschap vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering in de persoon van Dhr. Bourgeois, Minister-President en Minister van Buitenlands Beleid en Onroerend Erfgoed, Mevr. Homans, Viceminister-President en Minister van Binnenlandse Bestuur, Inburgering, Wonen, Gelijke Kansen en Armoedebestrijding, Dhr. Weyts, Minister van Mobiliteit, Openbare Werken, Vlaamse Rand, Toerisme en Dierenwelzijn, Mevr. Schauvliege, Minister van Omgeving, Natuur en Landbouw en Dhr. Gatz, Minister van Cultuur, Media, Jeugd en Brussel,

Het Waals Gewest vertegenwoordigd door de Waalse Regering in de persoon van Dhr. Magnette, Minister-President, Dhr. Prévot, Viceminister-President en Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Welzijn en Erfgoed, Dhr. Marcourt, Viceminister-President en Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitalisering en Dhr. Di Antonio, Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vertegenwoordigd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in de persoon van Dhr. Vervoort, Minister-President, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme en de Haven van Brussel, Dhr. Smet, Minister bevoegd voor Mobiliteit en Openbare Werken en Mevr. Debaets, Staatssecretaris bevoegd voor Ontwikkelingssamenwerking, Verkeersveiligheid, Digitalisering, Gelijke Kansen en Dierenwelzijn,

De Franse Gemeenschap vertegenwoordigd door de Regering van de Franse gemeenschap in de persoon van dhr. Demotte, Minister-President, en Dhr. Marcourt, Viceminister-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,

De Duitstalige Gemeenschap vertegenwoordigd door de Regering van de Duitstalige Gemeenschap in de persoon van Dhr. Paasch, Minister-President, en Mevr. Weykmans, Viceminister-President en Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme,

zijn overeengekomen deze tekst ter goedkeuring aan de Federale Kamer van Volksvertegenwoordigers en aan de Parlementen van Gewesten en Gemeenschappen voor te leggen :

Artikel 1. Dit samenwerkingsakkoord stelt, met het oog op de gedeeltelijke omzetting van Richtlijn 2014/61/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 inzake maatregelen ter verlaging van de kosten van de aanleg van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid, de nadere regels vast inzake samenwerking tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap.

Art. 2. Voor dit samenwerkingsakkoord verstaat men onder:

1° « netwerkexploitant »: een onderneming die openbare communicatienetwerken aanbiedt of waaraan vergunning is verleend om openbare communicatienetwerken aan te bieden, alsmede een onderneming die fysieke infrastructuur aanbiedt die tot doel heeft een dienst te leveren:

a) zoals de productie, het transport of de distributie van:

- i) gas;
- ii) elektriciteit, met inbegrip van straatverlichting;
- iii) verwarming;
- iv) water, met inbegrip van de verwijdering of verwerking van afval- en rioolwater, en drainagesystemen;

b) vervoerdiensten, met inbegrip van spoorwegen, wegen, havens en luchthavens;

2° « elektronische-communicatieoperator » : een onderneming die een openbaar elektronisch communicatienetwerk met hoge snelheid aanbiedt of waaraan vergunning is verleend om een openbaar communicatienetwerk met hoge snelheid aan te bieden;

3° « civiele werken »: het product van een geheel van bouwkundige of civieltechnische werken dat bestemd is om als zodanig een economische of technische functie te vervullen en dat een of meer elementen van een fysieke infrastructuur omvat;

4° « fysieke infrastructuur »: elk element van een netwerk dat bedoeld is om een element van een elektronisch communicatienetwerk met hoge snelheid in onder te brengen zonder dat het zelf een actief element van het netwerk wordt, zoals buizen, masten, kabelgoten, inspectieputten, mangaten, straatkasten, gebouwen of ingangen in gebouwen, antenne-installaties, torens en palen; kabels, met inbegrip van ongebruikte glasvezels, alsmede elementen van netwerken die worden gebruikt voor de voorziening met voor menselijke consumptie bestemd water als vermeld in artikel 2, punt 1, van Richtlijn 98/83/EG, zijn geen fysieke infrastructuur in de zin van dit samenwerkingsakkoord;

5° « elektronisch communicatienetwerk met hoge snelheid » : een elektronisch communicatienetwerk dat breedbandtoegangsdiensten kan leveren met snelheden van minstens 30 Mbps.

Art. 3. De Interministeriële Conferentie « Mobiliteit, Infrastructuur en Telecommunicatie » heeft tot taak om in onderling overleg en met respect voor ieders bevoegdheid, volgens de modaliteiten en procedures die zijn vastgelegd in het Overlegcomité, de wederzijdse raadpleging te organiseren over de respectieve initiatieven inzake het opstellen van een ontwerp van wetgeving of regelgeving die plichten bevatten voor de netwerkexploitanten inzake civiele werken.

Art. 4. Er wordt een instantie voor geschillenbeslechting inzake netwerkinfrastructuren (hierna « de IGB » genoemd) opgericht die bestaat uit:

1° drie leden van de Raad van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie (hierna "BIPT" genoemd);

2° een lid van de Vlaamse Regulator voor de Media (Vlaamse Gemeenschap);

3° een lid van de Conseil supérieur de l'Audiovisuel (Franse Gemeenschap);

4° een lid van de Medienrat (Duitstalige Gemeenschap);

5° twee leden aangewezen door de Vlaamse Regering ;

6° twee leden aangewezen door de Waalse Gewestregering;

7° twee leden aangesteld door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, van wie een Nederlandstalige en een Franstalige.

De leden van de IGB wijzen elk jaar op de verjaardag van de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord in hun midden een voorzitter aan. Daarbij wordt een beurtrol gerespecteerd tussen de zeven entiteiten.

Het BIPT verzorgt het secretariaat.

De werkingskosten van IGB zijn ten laste van het BIPT.

Art. 5. § 1. De IGB heeft rechtspersoonlijkheid en stelt haar huishoudelijk reglement op. Het huishoudelijk reglement van de IGB treedt pas in werking na goedkeuring door het Overlegcomité op voorstel van de Interministeriële Conferentie « Mobiliteit, Infrastructuur en Telecommunicatie » .

§2. In het kader van de uitoefening van de bevoegdheden die hen zijn toevertrouwd, zijn de door de deelstaten ingestelde instanties voor geschillenbeslechting bevoegd krachtens de decreten, ordonnanties en andere reglementaire bepalingen van kracht om kennis te nemen van :

1° alle geschillen over de coördinatie van en de informatie over de civiele werken die tot het openbare domein behoren, gelegen op het grondgebied van één enkele deelstaat;

2° alle geschillen over de rechten en plichten van de netwerkkoperatoren die voortvloeien uit de toepassing van het juridische kader dat specifiek is voor een deelstaat.

Afhankelijk van het voorwerp van het geschil, en meer bepaald wanneer een elektronische-communicatieoperator erbij betrokken is, kan de instantie die is ingesteld op het niveau van de deelstaten beslissen om het geschil door te verwijzen naar de IGB.

§ 3. Met inachtneming van het samenwerkingsakkoord van 17 november 2006 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franstalige Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende het wederzijds consulteren bij het opstellen van regelgeving inzake elektronische communicatienetwerken, het uitwisselen van informatie en de uitoefening van de bevoegdheden met betrekking tot elektronische communicatienetwerken door de regulerende instanties bevoegd voor telecommunicatie of radio-omroep en televisie, kan de toegang tot de fysieke infrastructuur van elektronische-communicatieoperatoren slechts ten gunste van andere elektronische-communicatieoperatoren worden toegestaan door de gemeenschappen of de Federale Staat.

§ 4. Onder voorbehoud van § 2 en § 3 beslist de IGB in de gevallen waarin de wetten, decreten en ordonnanties van de bevoegde overheden (gewesten, gemeenschappen, federale overheid) in het kader van de omzetting van Richtlijn 2014/61/EU voorziet, namelijk in geval van:

1° weigering door een netwerkkexploitant om toegang te verlenen tot de bestaande fysieke infrastructuur met het oog op de aanleg van elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid of bij onenigheid over specifieke eisen en voorwaarden, met inbegrip van de prijs;

2° geschil over de rechten en plichten van de netwerkkexploitanten met betrekking tot minimuminformatie over de bestaande fysieke infrastructuur in het gebied waarin de aanleg van elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid wordt overwogen;

3° geschil over de coördinatie van de civiele werken met het oog op de aanleg van elementen van elektronische-communicatienetwerken met hoge snelheid;

4° geschil over de rechten en plichten van de netwerkkexploitanten met betrekking tot minimuminformatie over de lopende of geplande civiele werken in het gebied waarin de aanleg van elementen van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid wordt overwogen.

De bepalingen onder 1° en 2° van het vorige lid zijn niet van toepassing als alleen elektronische-communicatieoperatoren betrokken zijn in het geschil.

Art. 6. Een college van deskundigen behandelt de verzoeken die worden ingediend bij de IGB.

Het BIPT wijst één van de deskundigen aan.

De Gewestregering, of de afgevaardigde ervan, van het gewest op het grondgebied waarvan het geschil waarop het verzoek betrekking heeft, zich voordoet, wijst twee deskundigen aan.

Als het voorwerp van het geschil waarop het verzoek betrekking heeft, niet kan worden beperkt tot het grondgebied van één Gewest, wijst elke Gewestregering of de afgevaardigde ervan, van het gewest op het grondgebied waarvan het geschil zich voordoet, een deskundige aan.

Als het voorwerp van het geschil waarop het verzoek betrekking heeft, uitsluitend federale bevoegdheden betreft, wijst de Federale Regering een bijkomende deskundige aan.

Het huishoudelijk reglement van de IGB stelt de termijn vast waarin het college van deskundigen zijn advies verstrekt.

Art. 7. De voorzitter van de IGB kan, op voorstel van het college van deskundigen, van een van de partijen of op eigen initiatief, een netwerkexploitant aanmanen om alle nuttige informatie te verstrekken of naar behoren bij te dragen tot de uitoefening van de taken van de IGB. De voorzitter doet dat in overleg met minstens een van de twee leden die respectievelijk werd aangewezen door de entiteit die het voorzitterschap heeft waargenomen en met degene die dat het volgende jaar zal doen. De IGB kan de betreffende netwerkexploitant die geen gevolg geeft aan de aanmaning binnen de vastgestelde termijnen, nadat hij is gehoord, een administratieve boete met een maximumbedrag van 25.000€ opleggen ten voordele van het BIPT. De beslissing wordt met redenen omkleed en wordt bekendgemaakt op de website van het BIPT.

Art. 8. § 1. De IGB streeft een consensus na. Bij gebrek aan een consensus in haar midden neemt de IGB met een tweederdemeerderheid van de aanwezige leden, zo spoedig mogelijk een beslissing en in elk geval binnen een termijn van twee maanden na de ontvangst van het volledige verzoek.

Als het geschil betrekking heeft op de toegang tot bestaande fysieke infrastructuren bedraagt de termijn, vermeld in het vorige lid vier maanden.

In uitzonderlijke omstandigheden, aanvaard door minstens twee derde van de aanwezige leden van de IGB, kunnen de termijnen bedoeld in de twee vorige leden overschreden worden.

De IGB bevestigt aan de indiener van de klacht de volledigheid van zijn verzoek of verduidelijkt welke elementen ontbreken.

Als het geschil betrekking heeft op de toegang tot bestaande fysieke infrastructuur of op de coördinatie van civiele werken, kan de IGB een beslissing nemen waarin billijke en redelijke eisen en voorwaarden, waaronder de prijs, worden vastgesteld.

Als zij de prijs van de toegang tot een fysieke infrastructuur vaststelt, zorgt de IGB ervoor dat de toegangs-aanbieder een eerlijke kans heeft om zijn kosten terug te verdienen. De IGB houdt ook rekening met de gevolgen van de gevraagde toegang voor het bedrijfsplan van de toegangs-aanbieder, met inbegrip van de investeringen door de netwerkexploitant aan wie de toegang wordt gevraagd.

§ 2. Om geldig te beraadslagen en te beslissen, moet twee derde van de leden van de IGB aanwezig zijn, waaronder minstens één lid dat aangewezen is door de Gewestregering van het gewest of van de gewesten waar het geschil zich voordoet.

Bij een onvoldoende aantal leden om geldig te beraadslagen, moet het huishoudelijk reglement bepalen dat de IGB kan worden bijeengeroepen voor een nieuwe vergadering binnen een minimumtermijn van drie werkdagen. In dat geval is het eerste lid niet meer van toepassing.

§ 3. De beslissing van de IGB wordt aan de partijen betekend binnen veertien werkdagen te rekenen vanaf de dag na de dag van de beslissing.

Art. 9. Tegen alle beslissingen van de IGB kan binnen zestig dagen na de aangetekende kennisgeving van de beslissing aan alle betrokken partijen, beroep met volle rechtsmacht worden ingesteld bij het hof van beroep in Brussel, rechtsprekend zoals in kort geding. Het hof kan de aangevochten beslissing vervangen door een nieuwe beslissing.

Het hoger beroep wordt ingesteld via een verzoekschrift tegen de IGB. Het hof van beroep van Brussel brengt de partijen die bij de aangevochten beslissing betrokken zijn aangetekend op de hoogte van het beroep.

Het beroep heeft geen opschortende werking tenzij het hof de opschorting van de betreffende beslissing uitspreekt. Voor alle aspecten met betrekking tot de procedure voor het hof van beroep van Brussel is het Gerechtelijk Wetboek van toepassing.

Art. 10. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking tien dagen na de publicatie van de laatste goedkeuringsakte van de bevoegde parlementen.

Gedaan te Brussel, op 1 december 2016

Voor de Federale Staat:

De Eerste Minister,
C. MICHEL

De Vice-Eerste Minister en Minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda,
Telecommunicatie en Post,
A. DE CROO

De Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse en Europese Zaken, bevoegd voor Beliris en de
federale culturele instellingen,
D. REYNDEERS

De Minister van Mobiliteit, belast met Belgocontrol en de Nationale Maatschappij der Belgische
spoorwegen,
F. BELLOT

De Staatssecretaris voor Bestrijding van de sociale fraude, Privacy en Noordzee, toegevoegd aan de
Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
P. DE BACKER

Voor het Vlaamse Gewest en de Vlaamse Gemeenschap:

De Minister-President en Minister van Buitenlands Beleid en Onroerend Erfgoed,
G. BOURGEOIS

De Viceminister-president van de Vlaamse Regering en Minister van Binnenlands Bestuur,
Inburgering, Wonen, Gelijke Kansen en armoedebestrijding,
Mevr L. HOMANS

De Vlaamse Minister van Mobiliteit, Openbare Werken, Vlaamse Rand, Toerisme en Dierenwelzijn,
B. WEYTS

De Vlaamse Minister van Omgeving, Natuur en Landbouw,
Mevr. J. SCHAUVLIEGE

De Vlaamse minister van Cultuur, Media, Jeugd en Brussel,
S. GATZ

Voor het Waalse Gewest:

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Vice-President en Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

De Viceminister-President en Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest:

De Minister-President, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid,
Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme en de Haven van Brussel,
R. VERVOORT

De Minister bevoegd voor Mobiliteit en Openbare Werken,
P. SMET

De Staatssecretaris belast met Ontwikkelingssamenwerking, Verkeersveiligheid, Digitalisering, Gelijke
Kansen en Dierenwelzijn,
Mme B. DEBAETS

Voor de Franse Gemeenschap:

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Viceminister-President en Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media
J.-C. MARCOURT

Voor de Duitstalige Gemeenschap:

De Minister-President,
O. PAASCH

De Viceminister-President en Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme,
Mevr. I. WEYKMANS

Voorontwerp van ordonnantie houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 1 december 2016 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap met het oog op de omzetting van richtlijn 2014/61/EU.

Memorie van toelichting

Algemene uiteenzetting

Deze ontwerpordonnantie beoogt de instemming met het samenwerkingsakkoord gesloten op 1 december 2016 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap met het oog op de omzetting van richtlijn 2014/61/EU.

Dit samenwerkingsakkoord beoogt de gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2014/61/EU van het Europees Parlement en de Raad van 15 mei 2014 inzake maatregelen ter verlaging van de kosten van de aanleg van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid, hierna "Broadband Cost" richtlijn ".

Deze richtlijn legt een aantal basisprincipes vast om de aanleg van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid (vast en draadloos) efficiënter – en dus minder duur – te maken :

- toegang tot bestaande fysieke infrastructuur ;
- transparantie van bestaande fysieke infrastructuur ;
- coördinatie van de civieltechnische werken ;
- transparantie betreffende geplande civiele werken.

De door de richtlijn beoogde fysieke infrastructuur en civieltechnische werken zijn in verband te brengen met meerdere sectoren: gas, elektriciteit (met inbegrip van straatverlichting), water (met inbegrip van de verwijdering of sanering van afval- en rioolwater en drainagesystemen) en vervoer (met inbegrip van spoorwegen, wegen, havens en luchthavens).

Om de goede werking van deze maatregelen te waarborgen, voorziet de richtlijn in de oprichting van de volgende twee instanties :

- één of meerdere centrale informatiepunten ;
- een « nationale instantie voor geschillenbeslechting », hierna "IGB".

De omzetting van de « Broadband Cost » richtlijn vereist een intersectorale coördinatie. In de Belgische federale context gaat deze coördinatie noodzakelijkerwijs vergezeld van een institutionele samenwerking tussen de verschillende deelstaten :

- het federaal niveau, dat beschikt over de residuaire bevoegdheid voor het merendeel van de elektronische communicatie (telecommunicatie) ;
- de gemeenschappen, die bevoegd zijn voor de audiovisuele en auditieve mediadiensten, die ten volle deel uitmaken van de elektronische communicatie ;
- de gewesten, die bevoegd zijn voor een groot aantal sectoren waarvan de fysieke infrastructuur beoogd wordt door de richtlijn, bv. gas, elektriciteit, wegen, riolering, ...

- Verder legt de richtlijn verplichtingen op voor vastgoedontwikkelaars in verband met de toegankelijkheid voor exploitanten van elektronische communicatienetwerken met hoge snelheid. Het is een aangelegenheid die raakvlakken heeft met stedenbouw, dat als bevoegdheid eveneens onder de gewesten ressorteert.

De om te zetten richtlijn belangt in de eerste plaats de gewesten aan. Het is de logica zelve om deze omzetting door te voeren via de gewestelijke wetgeving in verband met de vergunningen voor civieltechnische werken en de organisatie van de werven, en eveneens bepalingen inzake stedenbouw. Maar zoals eerder reeds vermeld, zijn de Gewesten niet als enige bij deze materie betrokken : ook de federale overheid en de gemeenschappen zien toe op de elektronische communicatienetwerken aangezien deze verbonden zijn met hun bevoegdheid inzake audiovisuele en auditieve mediadiensten. De Federale Staat is eveneens betrokken bij de omzetting van artikel 9 van de richtlijn.

Er dient een onderscheid gemaakt te worden tussen de aanpassing van de bestaande materiële regels en de invoering van een procedure voor geschillenbeslechting.

Met het oog op de invoering van een procedure voor de beslechting van geschillen tussen operatoren van verschillende sectoren, is ter wille van de coherentie, rechtszekerheid en eenheid van rechtspraak voorgesteld één enkele instantie op te richten die zich daarmee bezighoudt. Die instantie wordt opgericht in dit samenwerkingsakkoord tussen de federale overheid, de gemeenschappen en de gewesten. Zij wordt bevoegd voor de beslechting van geschillen over de toegang tot infrastructuur tussen operatoren die actief zijn in verschillende sectoren (elektronische communicatie, gas, elektriciteit, water, enz.), welke onder de bevoegdheid vallen van verschillende overheden (federale overheid, gemeenschappen en gewesten). Deze drie entiteiten zullen dan ook gelijkwaardig vertegenwoordigd zijn in de instantie. De instantie moet bovendien over doorgedreven technische en economische competenties beschikken in de verschillende betrokken economische sectoren.

Bepaalde elementen van het akkoord, zoals de opdrachten van de IGB en de termijnen voor de besluitvorming, komen rechtstreeks voort uit de voorschriften van de richtlijn.

Projecten voor regelgeving inzake media en telecom behoren niet tot het toepassingsgebied van het nieuwe samenwerkingsakkoord, maar vallen enkel onder het samenwerkingsakkoord van 17 november 2006 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franstalige Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende het wederzijds consulteren bij het opstellen van regelgeving inzake elektronische communicatienetwerken, het uitwisselen van informatie en de uitoefening van de bevoegdheden met betrekking tot elektronische communicatienetwerken door de regulerende instanties bevoegd voor telecommunicatie of radio-omroep en televisie.

Het is belangrijk dat snel een beslissing wordt genomen zodat België een boete kan voorkomen wegens het niet of laattijdig omzetten van de « Broadband Cost » richtlijn.

Artikelsgewijze toelichting van de ordonnantie

Artikel 1

Artikel 1 verwijst naar de aangelegenheden bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Artikel 2

Het voorwerp van het samenwerkingsakkoord beantwoordt aan de inhoud van de artikelen 2.1 tot 2.4, 3.4, 3.5, 4.6, 5.3, 5.4, 6.4, 10.1 tot 10.3 en 11 van de richtlijn 2014/61/EU.

Artikel 3

Met dit artikel betuigt het Brussels Hoofdstedelijk Parlement zijn instemming met het samenwerkingsakkoord gesloten op 1 december 2016 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap met het oog op de omzetting van richtlijn 2014/61/EU.

Artikel 4

Dit artikel behoeft geen bijzondere commentaar.